

ARRETE – N° 353/2026

**Portant délégation de signature à
Monsieur Sylvain BRIGAND
Directeur du Pôle
Cadre de Vie**

Le Maire de la ville de Céret,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-19,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la séance du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du Maire et des Adjoints,

Vu l'organigramme des services de la Commune de Céret,

Considérant que Monsieur Sylvain BRIGAND, Directeur du Pôle Cadre de Vie, remplit les conditions statutaires et occupe des fonctions lui permettant de bénéficier d'une délégation de signature,

Considérant la nécessité, dans le souci d'une bonne administration locale, de lui donner délégation de signature dans une série de domaines,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Délégation de signature est donnée sous surveillance et responsabilité de Monsieur le Maire à Monsieur Sylvain BRIGAND, Ingénieur Principal, Directeur du Pôle Cadre de Vie, pour signer les actes et documents visés à l'article 2 et relevant des domaines suivants :

- Services techniques
- Urbanisme/Foncier/Habitat
- Aménagement espaces verts, sportifs, logistiques
- Maintenance, entretien des bâtiments communaux
- Travaux voiries, aménagements urbains
- Transports
- Commande publique

ARTICLE 2 :

Actes et documents relevant de la délégation de signature :

- gestion administrative courante du Pôle ne portant pas engagement juridique ou financier de la commune (courriers inter-administrations, documents d'ordre administratif concernant les usagers, les fournisseurs et plus généralement les tiers...)
- notes de service relevant de l'organisation des services
- devis et bons de commandes, en fonctionnement et investissement jusqu'à 10 000 Euros HT
- certification du service fait
- ordre de service portant réalisation d'heures supplémentaires par les agents

- ordre de missions n'entraînant pas de remboursement de frais au-delà de 500 000 Euros et se limitant dans le périmètre de la région Occitanie, et les remboursements inhérents à ces frais,
- documents liés aux travaux (ordre de service, PV de réception...)
- réception, enregistrement et validation administrative des déclarations d'accidents de service pour l'ensemble des agents de la collectivité.

ARTICLE 3 :

La signature par Monsieur Sylvain BRIGAND des pièces mentionnées à l'article 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante :

*Pour le Maire et par délégation,
Monsieur Sylvain BRIGAND
Directeur du Pôle Cadre de Vie*

ARTICLE 4 :

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette délégation subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée. Elle prendra fin à la fin du mandat en cours ou à la cessation de fonction de l'agent.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Maire est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet des formalités de transmission et de publicité conformes aux textes.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Maire et ampliation sera transmis au représentant de l'Etat dans le cadre du contrôle de légalité, et au comptable de la collectivité. Ampliation du présent arrêté sera également transmise à l'intéressé pour lui servir de titre.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, ou de la date de rejet du recours gracieux (le silence de l'auteur de la décision durant un délai de deux mois valant rejet tacite de la demande). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

Fait à CERET, le 10 avril 2026

Le Maire,
Michel COSTE

